

Conseil extraordinaire des ministres de la COI

Répondre aux conséquences multiples du Covid-19

Indianocéanie, le 05 juin 2020 – Le Conseil des ministres de la Commission de l’océan Indien (COI) s’est réuni en session extraordinaire ce vendredi 5 juin 2020. Les travaux ont été ouverts par SEM Azali Assoumani, président de l’Union des Comores. Au cœur de cette rencontre par visioconférence : la réponse régionale contre la pandémie de Covid-19.

Covid-19 : le Conseil des ministres s’adapte

Covid oblige, la session extraordinaire du Conseil des ministres de la COI s’est tenue par visioconférence. Une quarantaine de personnes sur six territoires ont pris part aux travaux. Cette session extraordinaire a réuni :

- A Moroni (Comores), SEM Souef Mohamed El-Amine, ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale de l’Union des Comores et président en exercice du Conseil des ministres de la COI ;
- A Antananarivo (Madagascar), SEM Dr Djacoba A.S. Oliva Tehindrazanarivelo, ministre des Affaires étrangères de la République de Madagascar ;
- A Victoria (Seychelles), SEM Barry Faure, Secrétaire d’Etat auprès du Vice-président de la République des Seychelles ;
- A Paris (France), SEM Jean-Baptiste Lemoyne, Secrétaire d’Etat auprès du ministre de l’Europe et des Affaires étrangères de la République française ;
- A Ebène (Maurice), SEM Hamada Madi, Secrétaire général de la COI.

Lynda Li-Mow-Sim, Conseillère régionale de La Réunion, Daniel Gonthier, vice-président du Département de La Réunion, Vincent Degert, Ambassadeur de l’Union européenne, Marc Dubernet, directeur régional de l’Agence française de développement (AFD), et André Pouillès-Duplaix, directeur de l’AFD pour Maurice et les Seychelles, ont également participé à la rencontre.

Solidarité et coopération contre la pandémie

Dans son allocution d’ouverture, le président Azali Assoumani a tenu à :

« saluer la rapidité et la solidarité de nos Etats qui ont su prendre toutes les mesures urgentes pour contenir cette pandémie grâce aux initiatives prises dans chaque pays, renforcées par l’appui de nos partenaires, au premier rang desquels l’AFD. Cette redoutable pandémie a prouvé, encore une fois, que nos pays ont toujours su mutualiser leurs efforts pour démontrer que la solidarité dans notre région, est une réalité appelée à rayonner, au-delà de notre espace indianocéanique. [A cet égard], je crois profondément à la valeur ajoutée de la coopération régionale et de son principal instrument, la COI ».

Réponse régionale en santé : le soutien des partenaires

Unité communication de la COI

Tél. : (+230) 402 61 00 - communication@coi-ioc.org

www.commissionoceanindien.org



Sous la présidence du chef de la diplomatie comorienne, SEM Souef Mohamed El-Amine, les membres du Conseil des ministres ont pris connaissance du plan d'urgence et du plan de riposte au bénéfice de ses Etats membres. Ces plans ont été élaborés et mis en œuvre par la COI, à travers le réseau SEGA One Health coordonné par l'Unité de veille sanitaire du Secrétariat général. L'AFD, bailleur du projet RSIE3 qui soutient le réseau SEGA One Health, a financé ces plans à hauteur de 4,5 millions €.

Ces financements conséquents ont été mobilisés par la COI à travers l'initiative de l'AFD « Covid-19 – Santé en commun » portée par la France. Ils ont permis de répondre aux besoins de prévention, de contrôle et de ripostes des Etats membres. Des équipements médicaux, du matériel de contrôle et des médicaments ont été commandés. Le directeur de l'AFD a indiqué lors du Conseil la disponibilité de l'Agence à soutenir l'acheminement des équipements dans les pays. De fait, les commandes passées par la COI au bénéfice des Etats seront livrées dans les prochaines semaines.

En complément de cet appui de l'AFD, l'Union européenne (UE) a également décidé d'apporter un soutien additionnel au réseau SEGA One Health, preuve de la pertinence, de l'utilité et de l'efficacité du bras santé de la COI. L'ambassadeur de l'UE a ainsi annoncé la proposition de réallouer à cette fin 9,35 millions € des 16 millions € destinés initialement à un projet de gestion des risques et désastres naturels. Ces ressources complémentaires permettront, entre autres, de :

- Faire une mise à niveau des systèmes de santé publique dans chaque Etat membre de la COI par rapport aux exigences de l'OMS ;
- Renforcer les capacités, les services et les systèmes de laboratoire en termes d'équipement, de tests et de formations.

Plan de relance régional

« Notre réponse ne peut se limiter qu'à la santé. Il est aussi question de ralentissement économique, d'emplois menacés, de fragilités sociales exacerbées, de bouleversements sociétaux inédits » - Hamada Madi, Secrétaire général de la COI.

A la demande des Etats membres, le Secrétariat général a donc proposé les grands axes d'un plan de relance régional. Parmi les axes proposés figurent :

- La mise en place d'enquêtes régulières de séroprévalence l'infection du Covid-19 au sein de la population pour que les Etats membres puissent adapter au leurs actions ;
- Une étude d'impact socio-économique de la pandémie de COVID-19 dans les pays, en ciblant les groupes sociaux vulnérables et les secteurs productifs ayant une dimension régionale ;
- Le lancement ou la réactivation d'actions de coopération régionale comme la reprise du Comité des aviations civiles des pays COI pour coordonner la relance de l'industrie du transport régional, des actions conjointes avec Cap Business océan Indien sur la base des besoins émanant des acteurs économiques, ou encore l'achat groupé d'équipements / produits stratégiques les médicaments ;
- La coopération avec la CNUCED faciliter l'accès à des financements pour soutenir la relance économique, l'annulation de la dette ou encore l'accès à de prêts à des taux préférentiels ;

Unité communication de la COI

Tél. : (+230) 402 61 00 - communication@coi-ioc.org

www.commissionoceanindien.org



- La collaboration renforcée avec les agences des Nations unies pour une coordination des mesures de résilience face aux impacts socioéconomiques du Covid ;
- La coopération avec la SADC et le COMESA, en partenariat avec l'Organisation internationale pour les migrations et le Bureau international du travail, pour une évaluation de l'impact du Covid19 sur la migration transfrontalière, le commerce régional et la réouverture des frontières en toute sécurité en tenant compte des besoins spécifiques des Etats insulaires.
- Une adaptation des projets en cours pour une réponse ciblée et créative axés sur les résultats, notamment les projets « Entrepreneuriat et Coopération commerciale » et « Sécurité alimentaire » financés par l'UE.
- Des discussions avec les partenaires pour apporter des soutiens ciblés aux filières pêches et à la gouvernance du secteur au niveau régional à travers les projets SWIOFISH 1 et 2 financés par la Banque mondiale et ECOFISH financé par l'UE.

Le Secrétariat général est chargé de pousser la réflexion et de proposer un plan de relance en conséquence.

Report du Sommet de la COI

Contrecoup de la pandémie de Covid-19, les membres du Conseil des ministres ont convenu de reporté le V^{ème} Sommet des chefs d'Etat et de gouvernement. Cet évènement était prévu de se tenir le 25 juin 2020 à Antananarivo (Madagascar) en marge des célébrations du 60^{ème} anniversaire de l'indépendance de la Grande Ile. Il a été décidé d'attendre que la situation sanitaire mondiale s'améliore pour tenir ce Sommet à Madagascar.

Passation à la tête du Secrétariat général

Hamada Madi, Secrétaire général, a participé à sa dernière réunion ministérielle. Le mandat de 4 ans du Secrétaire général arrive à échéance dans six semaines. Les représentants des Etats membres de la COI ont salué le rôle moteur de Hamada Madi en faveur de la modernisation institutionnelle et fonctionnelle de la COI qui a culminé avec la « Déclaration de Moroni sur l'avenir de la COI » et l'Accord général de Victoria révisé.

Hamada Madi passera le flambeau à Vêlayoudom Marimoutou le 16 juillet prochain. M. Marimoutou, actuel recteur de l'Académie de La Réunion, a été désigné par le 34^{ème} Conseil des ministres du 6 mars 2020 aux Seychelles.

- ❖ **Les discours du président de l'Union des Comores, des membres du Conseil des ministres, du Secrétaire général de la COI et des partenaires sont consultables sur [le site de la COI en cliquant ici](#)**